

6 Suisse

Le français précoce en sursis

ÉCOLE La présidente de l'Association faitière des enseignantes et enseignants suisses, Dagmar Rösler, considère que deux langues étrangères au primaire ne se justifient que si les objectifs d'apprentissage sont atteints

ATS

A la suite des résultats de l'étude sur l'apprentissage des langues, la faitière des enseignantes suisses plaide pour «adapter» l'enseignement du français précoce. Pour sa présidente, deux langues étrangères au primaire ne se justifient que si les objectifs sont atteints.

«Les résultats sont inquiétants et indiquent que des adaptations doivent être entreprises», a déclaré Dagmar Rösler, présidente de l'Association faitière des enseignantes et enseignants suisses (LCH) au *SonntagsBlick*. Une analyse doit montrer ce qui devrait changer.

De nombreux élèves n'atteignent pas les objectifs fixés en allemand et en français à la fin de l'école obligatoire, selon une étude présentée jeudi par la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Les résultats sont meilleurs en anglais. Pour Dagmar Rösler, le français devrait à l'avenir être traité différemment de l'anglais. Il s'agit aussi de motivation, dit-elle. Dans la vie quotidienne, le français n'est pas aussi présent que l'anglais. La langue n'est pas moins bien enseignée, mais il faut souvent beaucoup d'énergie aux enseignants pour motiver les élèves.

L'association faitière a toujours défendu deux langues étrangères à l'école primaire. Mais elle a «en même temps toujours affirmé que la stratégie ne peut être couronnée de succès que dans des conditions bien définies», rappelle Dagmar Rösler. «Deux langues étrangères ne restent justifiées que si les cantons prennent des mesures qui permettent d'atteindre des objectifs élevés.» ■

Les Suisses n'ont plus le cœur sur la main

CARITATIF La baisse des dons en Suisse frappe de plein fouet les associations. Zoé4life, active auprès des enfants atteints de cancer, enregistre une diminution de 20% des dons en 2023 et le Téléthon évoque même une baisse de 30%. Malgré les efforts, la tendance semble se confirmer

RAPHAËL JOTTERAND

Les dons sont nettement en baisse en Suisse et les prévisions ne sont pas réjouissantes. Selon les chiffres de la fondation Zewo, qui fournit un label de qualité aux organisations d'utilité publique, les dons ont chuté de 250 millions en 2023 par rapport à 2022. Une situation qui se répercute sur le terrain, comme en témoignent plusieurs organisations.

Dans le canton de Vaud, l'association Zoé4life s'apprête à fêter ses 12 ans d'ici quelques jours. Mais pour la fondatrice Natalie Guignard, l'heure n'est pas aux festivités. «En 2024, notre récolte de fonds a diminué de 20%. Nous avons réussi à combler une partie de ce manque en organisant une course à pied en septembre, pendant le mois international de sensibilisation au cancer de l'enfant. Mais la tendance négative semble se confirmer en ce début d'année.»

Une baisse des dons depuis 2022

Responsable de la communication pour le Téléthon, Cristelle Burlot se dit «presque rassurée» d'entendre que sa situation n'est pas un cas à part. «La réalité, c'est que nous sommes largement en dessous de ce que nous espérons. C'est-à-dire que nous constatons une baisse des dons d'environ 30% depuis 2022. Dans les grandes années, le Téléthon pouvait récolter jusqu'à 2 ou 3 millions de francs. Et là, quand tout va bien, nous tournons plutôt aux alentours de 1,3 million de francs.» Cette tendance semble s'appliquer à tous les secteurs d'activité. En décembre dernier, la Croix-Rouge Suisse évaluait par exemple une diminution des dons de l'ordre de 10% par rapport à 2023.

Depuis le début des années 2000, le volume de dons n'a pourtant pas cessé de croître en Suisse, atteignant son pic en 2022 avec notamment le soutien pour les victimes de la guerre en Ukraine, avant de régresser en 2023. Comment expliquer ce recul, qui semble se prolonger? «Les sollicitations sont de plus en plus nombreuses, il y a énormément d'associations et beau-



En décembre dernier, la Croix-Rouge suisse évaluait une diminution des dons de l'ordre de 10% par rapport à 2023. (IWAEBERN, 7 JANVIER 2020/GAETAN BALLY/KEYSTONE)

coup font les mêmes choses, estime Natalie Guignard. Nous n'aimons pas parler de concurrence dans la récolte de fonds, mais c'est une réalité qui s'installe progressivement. Les causes sont aussi multiples. Il y a des gens qui seront peut-être plus touchés par des questions environnementales ou par l'aide humanitaire. On ne peut pas leur reprocher ça.»

Cristelle Burlot tire le même constat, tout en ajoutant que la population se sent parfois étranglée par les charges. «Nous devons absolument revoir notre modèle de fonctionnement pour continuer à trouver des fonds, glisse-t-elle. Par exemple, nous avons mis sur pied un système de crowdfunding solidaire qui permet à n'importe qui d'ouvrir une cagnotte, de la partager avec son réseau et de reverser les fonds. C'est un système qui a très bien fonctionné l'an dernier. Une petite fille de 8 ans et sa maman sont parvenues à récolter 11 000 francs de la sorte.»

Du côté de Zoé4life, le travail de recherche de fonds est aussi au centre des préoccupations. «Pour la première fois en douze ans, nous avons pris contact avec des fondations pour essayer de décrocher des soutiens, témoigne Natalie Guignard. C'est un moyen d'obtenir des sommes plus importantes et de combler en partie la diminution des dons. Nous avons aussi lancé un club des amis où chaque personne peut payer 120 francs par année, ou 10 francs par mois et, en échange, nous lui offrons une carte et des avantages lors de nos manifestations.»

Fidéliser les donateurs

Pour la maman de Zoé, inutile de se voiler la face, la situation est préoccupante et il faut impérativement fidéliser les donateurs. Car, si ça continue ainsi, les conséquences pourraient être bien réelles. «Nous ne refuserons jamais un soutien à une famille. En revanche, pour garantir cette

aide, nous devons faire des choix. Cette année, nous avons pris la décision de ne prendre aucun nouvel engagement. Si les chiffres continuent d'être moins bons, nous devrons aussi couper dans nos campagnes de promotions.»

Une crainte que partage Cristelle Burlot qui espère toutefois ne pas devoir en arriver là. «Si on diminue notre budget communication, il y aura encore moins d'argent qui va entrer dans la caisse. Par contre, c'est clair qu'aujourd'hui, nous faisons encore plus attention à la manière dont chaque franc est dépensé pour s'assurer de la qualité de nos investissements.»

Si elle avait un message à faire passer, Natalie Guignard dirait «qu'on ne peut pas aider tout le monde, mais que tout le monde peut aider quelqu'un.» En résumé, qu'il est parfois préférable de tisser une relation de confiance avec une ou deux organisations, plutôt que d'arroser de manière très large. ■

«Harvard va se battre. Ce sera une bataille de titans»

ÉCHANGES Ils sont environ 2000 en Suisse – avocats, banquiers, universitaires... Les alumni de Harvard conservent un souvenir ému de leur passage dans la plus vieille université américaine. Et s'inquiètent de la menace d'y interdire tous les étudiants étrangers

CATHERINE FRAMMERY

«Nous avons eu un long débat un peu houleux, nostalgique, même un peu désespéré, car certains de mes collègues sont d'anciens juges. On voit que le système judiciaire a été pris en otage, presque étranglé. L'administration américaine travaille extrêmement vite, à coups de décrets. En revanche, la complexité des procédures fait que les tribunaux ont toujours un train de retard sur les mesures prises par l'administration.»

Jean Russotto est tout juste de retour de Vienne, où vient d'avoir lieu une réunion d'anciens étudiants de la Harvard Law School – la Faculté de droit de Harvard. C'est là-bas qu'avec ses vieux amis il a appris avec une stupéfaction mêlée d'horreur que le gouvernement américain supprimait l'autorisation de leur alma mater d'accueillir des étudiants étrangers, puis que Harvard avait décidé de porter l'affaire en justice, obtenant un blocage temporaire de la décision. «Harvard va se battre. Ce sera une bataille de titans.»

Les lecteurs du *Temps* connaissent bien cet avocat d'origine vaudoise installé à Bruxelles depuis de longues années et qui commente régulièrement dans nos colonnes l'état des relations suisse-européennes. Harvard fut une expérience fondatrice pour lui, où il est arrivé avec une

bourse de l'université pour y faire son master (LLM) puis y finir sa thèse. «Ce sont les étudiants américains et étrangers choisis pour leur excellence, et leurs interactions avec d'éminents professeurs, qui font la qualité de Harvard, et changent nos perspectives. L'ambiance est fraternelle, avec énormément de travail mais aussi beaucoup d'entraide. On vous dit: regardez bien autour de vous, il y a peut-être le futur président américain. Parmi mes amis trois sont devenus juges dans la Cour suprême de leur pays. Et l'étudiant qui était mon référent a accompagné Jimmy Carter à la Maison-Blanche...»

«C'est s'en prendre à l'un des piliers du libéralisme. On est presque dans une guerre de religion»

JEAN RUSSOTTO, AVOCAT, UN ALUMNI DE HARVARD

Comprend-il l'assaut républicain contre la prestigieuse université, justifié par des accusations d'antisémitisme et de collusion avec la Chine? «L'administration agit arbitrairement. Il y a une volonté assumée de casser un système qu'elle estime élitiste et dévoyé. C'est s'en prendre à l'un des piliers du libéralisme. On est presque dans une guerre de religion.»

Comme Jean Russotto, ils sont environ 2000 en Suisse (estimation du Harvard Club of Switzerland) à avoir étudié à Har-

vard pour un master, un doctorat, un postdoc, un MBA – les formations se sont diversifiées, avec des programmes courts ou longs, parfois extrêmement chers, parfois complètement pris en charge par des bourses. On les trouve à UBS, Novartis, PwC, dans les universités, dans de grands cabinets d'avocats... Le précieux *stempel* – sur le réseau social professionnel LinkedIn, ce petit écusson rouge sombre (*crimson*) avec les trois syllabes Ve-Ri-Tas – est synonyme d'une carrière qui va vers le haut. Mais pas seulement. «Ça a changé ma vie professionnelle», raconte aussi Béatrice Schaad, professeure à l'Institut des humanités en médecine du CHUV et de l'Université de Lausanne, qui y a effectué un master en politique et management de la santé, grâce à une bourse du Fonds national suisse. La perspective internationale est unique. Les professeurs avaient tous une activité hors de l'université et mettaient en pratique ce qu'ils enseignaient. Un expert de la réforme du système de santé chinois, un autre qui travaillait sur l'introduction de l'assurance maladie obligatoire... Je l'avais contactée, et Ruth Dreifuss est venue donner une conférence sur ce sujet à l'assemblée du Massachusetts.» Des années plus tard, elle peut encore compter sur la solidarité des autres alumni.

Il faut dire qu'ils sont officiellement plus de 420 000 enregistrés dans le monde aujourd'hui – plus que la population de la ville de Zurich, traduction d'un attrait toujours plus grand pour ses diplômés. Et les chapitres régionaux des associations d'anciens entretiennent le réseau à coups de dîners, conférences et autres événements. Le prochain débat du Har-

vard Club of Switzerland, né en 1957, et qui compte 1200 adhérents dont beaucoup ont suivi un MBA, a justement lieu dans deux semaines à Zurich, autour de cette question d'une actualité brûlante: «Les défis de la démocratie». Prudent, son président, Urs Schenker, avocat dans un grand cabinet zurichois, ne commente pas les affaires en cours: «Notre université prendra les mesures appropriées pour trouver une solution.» Sujet ultrasensible.

L'éducation est un produit d'exportation des États-Unis

Harvard pourrait-elle vraiment perdre son habilitation qui permet aux étudiants étrangers de venir y étudier? Ils sont en moyenne un quart de ses étudiants aujourd'hui – mais ils sont 40% dans le master qu'a fait Béatrice Schaad, touché en plein cœur.

Eri Bertou, professeure assistante de science politique à l'Université de Saint-Gall, invitée au panel du Harvard Club of Switzerland, doute que ce soit réalisable, tant la présence d'étudiants étrangers fait partie intégrante de la richesse de l'université, ce que l'administration actuelle ne peut ignorer. «Aucune grande université en Europe, au Royaume-Uni ou aux États-Unis ne peut se passer d'étudiants étrangers. L'éducation est l'un des principaux produits d'exportation des États-Unis. Cela n'a pas de sens en termes de recherche et développement, cela n'a vraiment aucun sens sur le plan financier. Cela a un peu de sens si vous considérez l'angle de mesure prise contre l'élite, contre l'élitisme, contre le libéralisme.»

Ce qui inquiète cette spécialiste des systèmes démocratiques, c'est «l'assaut coordonné de cette administration contre la recherche scientifique, la liberté académique, en regroupant cela sous l'appellation «d'élite déconnectée». «Harvard est l'exemple peut-être le plus visible. C'est du populisme classique et c'est une stratégie très efficace. Le populisme peut être compris comme une représentation du monde divisé en deux camps: les gens bons, ordinaires et simples, et l'élite maléfique. Et Trump fait ça très bien, en présentant l'élite éduquée dans ce sens.»

Elle cite la Turquie, la Hongrie, et puis: «Une des premières choses que font les dirigeants qui courtisent le côté le plus illibéral de la démocratie – ou ce que nous avons tendance à qualifier, dans le milieu universitaire, les dirigeants à tendances autoritaires –, c'est essayer de faire taire les critiques, qui peuvent provenir de la presse, vous le savez mieux que moi, et bien sûr du monde universitaire, des sciences sociales et autres». Et l'universitaire qui a étudié à la London School of Economics, autre lieu d'excellence, de pointer la différence avec le Royaume-Uni: «On y parle de réduire le nombre de visas, la durée des séjours, il y a des restrictions de budget, mais rien en matière d'attaques contre la liberté académique.»

Harvard est la plus réputée des universités américaines et du monde; c'est aussi la plus ancienne, fondée en 1636 – les colons savaient que, s'ils voulaient se développer et prospérer, ils auraient besoin de science et de connaissance. Ses anciens étudiants s'inquiètent aujourd'hui, pas sûrs que leurs enfants pourront bénéficier de la chance qu'ils ont eue. ■